

MOT D'OUVERTURE

Hugo Cyr, LL. D.
Doyen
Faculté de science politique et de droit
UQÀM

Avant de dire quelques mots sur la conférence comme telle, je tiens à remercier sincèrement le lieutenant-gouverneur du Québec pour tous les efforts qu'il déploie ces dernières années pour qu'il y ait un rapprochement entre l'institution et les populations. Nous pouvons constater qu'il est un réel universitaire dans l'âme, un historien, en plus d'être un juriste et qu'il tient à ce que notre histoire soit mieux connue, notre histoire institutionnelle, l'histoire de notre vie politique. Sa contribution est majeure. Je tiens à l'en remercier, cela est très apprécié.

Après avoir fait un colloque sur le rôle des juristes avant 1867 et un autre sur le rôle sur les femmes en politique, voici qu'il nous appuie dans ce moment précis, en ce cinquantième anniversaire de l'UQÀM pour souligner trois autres cinquantièmes où on a pu assister à une plus grande inclusion sociale : la décriminalisation de l'homosexualité, l'adoption de la *Loi sur les langues officielles* et la reconnaissance du droit de vote des personnes autochtones au Québec.

Tout cela la même année que naît, en somme, l'Université du Québec à Montréal, qui se veut une institution visant la démocratisation, l'inclusion, la participation citoyenne du plus grand nombre. Donc, Monsieur le Lieutenant-gouverneur, je tiens, à nouveau, à vous remercier sincèrement pour l'honneur que vous nous faites de présider et d'avoir organisé cette activité.

Je tiens aussi à remercier le Barreau du Québec qui, dans sa promotion de la primauté du droit, l'importance puis le respect des droits et libertés, de l'ordre juridique, du respect de la dignité humaine, est un acteur-clé qui, année après année, continue à contribuer à cette

réflexion sur l'importance du respect des droits à une époque où, parfois, avec la montée des populismes, on tend à oublier l'importance fondamentale de la protection de la dignité humaine. Je désire donc remercier ici le Barreau pour son appui à cette activité.

Évidemment, notre Faculté de science politique et de droit est plus heureuse et même honorée de participer à cette activité. Notre slogan informel est : un monde d'engagement. Un monde d'engagement, c'est-à-dire que les politologues ou juristes que nous formons, nous ne les formons pas uniquement dans une perspective d'acquisition de connaissances ou de techniques, mais ce que nous cherchons à faire, c'est d'aider à former des citoyennes, des citoyens qui vont s'engager dans le monde, le transformer, qui vont faire avancer les droits, les valeurs sociales qui sont les nôtres, qui vont favoriser une plus grande inclusion.

Donc, pour notre faculté, se commémorer quatre événements aussi importants que ceux que nous avons l'occasion de commémorer aujourd'hui : voilà une excellente occasion de pouvoir dire haut et fort quelles sont nos valeurs. Nous sommes très, très fiers de participer à cette organisation.

Cinquante ans, c'est regarder en arrière pour mieux regarder en avant aussi. Nous sommes une faculté qui se dit progressiste, qui vise la transformation perpétuelle. Mais il y a toujours un risque à ne regarder que vers l'avant. Il y a plusieurs leçons à tirer de l'expérience passée. J'espère qu'aujourd'hui avec l'ensemble des présentations auxquelles nous aurons le bonheur d'assister que nous saurons tirer des leçons qui pourront enrichir notre réflexion pour avancer plus avant vers l'atteinte de nos objectifs, la réalisation de nos valeurs et de nos principes.

Je vous souhaite donc une très bonne journée.